

Henri Weber

## Vers une troisième refondation

La crise de la gauche européenne a de multiples causes. Raffaele Simone, dans un précédent numéro du *Débat*, en a évoqué quelques-unes, plus ou moins pertinentes. Mais la principale réside à mes yeux dans l'évolution du capitalisme contemporain lui-même. Dans le dernier quart du <sup>xx</sup>e siècle, nous sommes passés progressivement d'un capitalisme industriel et national à un capitalisme mondialisé et dominé par la finance. Les marchés, les entreprises, la production se sont globalisés ; les États, les partis, les syndicats sont restés, pour l'essentiel, des acteurs nationaux. Le capitalisme financier a conquis l'hégémonie au sein du monde des affaires et institué un nouveau modèle économique qui lui permet de prélever la part du lion sur les richesses produites. La révolution numérique a facilité la fragmentation de la chaîne de production et la délocalisation des entreprises. Le ralliement de l'ex-URSS et de la Chine au capitalisme sauvage et la fin des expériences de « développement autocentré » dans les grands

pays émergents (Inde, Brésil...) ont mis en concurrence les salariés occidentaux avec 1,5 milliard de prolétaires du Sud, taillables et corvéables à merci. Le centre de gravité de l'économie-monde s'est déplacé vers l'Asie où se trouvent les nouveaux marchés en croissance rapide. Dans le champ des idées, le libéralisme économique a fait un retour en force au début des années 1980 (et plus encore dans les années 1990, après l'effondrement du communisme) et s'est imposé comme idéologie dominante, sinon comme « pensée unique ».

Les rapports de force économiques, sociaux, politiques, idéologiques sur lesquels reposait le compromis social-démocrate d'après guerre ont été rompus au profit des détenteurs du pouvoir économique privé – chefs d'entreprise, financiers, gros actionnaires – et au détriment des salariés et des États-nations.

Libre de sa localisation, le capital met en concurrence les territoires et privilégie les moins-disants fiscal, social, environnemental. Il exige

---

Henri Weber est député socialiste au Parlement européen. *Le Débat* a notamment publié : « Le troisième âge du socialisme » (n° 142, novembre-décembre 2006).

---

Henri Weber  
Vers une troisième  
refondation

des «retours sur investissement» rapides et à deux chiffres pour les actionnaires, la flexibilité et la réduction du coût du travail. Il promeut le modèle anglo-saxon de capitalisme et stigmatise les modèles européens continentaux – rhénans, scandinaves, français –, trop portés, selon lui, sur les règlements et la taxation. Dans ces conditions, les syndicats et les partis de gauche se battent, mais ils n'ont plus l'initiative. Aux compromis offensifs des années de croissance forte et de coïncidence des espaces économiques et politiques a succédé l'ère des compromis défensifs.

Certes, cette dégradation du rapport de force entre le capital et le travail, à l'échelle internationale et au sein de chaque État-nation, n'est pas la seule cause de la crise de la gauche en ce début de *xxi*<sup>e</sup> siècle, même si elle est, selon moi, la principale. D'autres facteurs, souvent évoqués, entrent également en ligne de compte : la différenciation du salariat en segments aux intérêts et aux aspirations en partie divergents et parfois contradictoires ; l'affaiblissement de la cohésion et de la solidarité au sein de nos sociétés, de plus en plus multi-ethniques et pluriconfessionnelles, souligné dans ce numéro du *Débat* par Ernst Hillebrand ; l'explosion de la délinquance et des incivilités qui nourrit une demande d'ordre et d'autorité à laquelle la gauche ne sait pas toujours répondre ; la montée de la « société des individus » et l'affaiblissement corrélatif des grandes institutions de socialisation – Églises, École, partis, syndicats, pour ne rien dire de l'armée de conscription, qui n'est plus qu'un lointain souvenir ; l'avènement d'un nouvel âge de la démocratie – la « démocratie du public » – (Bernard Manin), démocratie médiatique et sondagière, assurément, mais aussi sceptique, individualiste, hyper-marchande ; l'effondrement des grandes idéologies héritées du *xix*<sup>e</sup> siècle – socialisme

révolutionnaire, communisme, tiers-mondisme – qui a « désenchanté la politique » (Marcel Gauchet) et ouvert une « crise du futur » (Edgar Morin), tarissant à la source l'énergie militante ; l'aggiornamento des droites européennes, qui ont adapté leurs discours à la « société salariale » et leurs pratiques politiques à la démocratie d'opinion.

Toutes ces évolutions contribuent à rendre obsolètes le programme, les méthodes d'action, les systèmes d'organisation de la gauche. Elles appellent une nouvelle refondation de la social-démocratie, la troisième de sa longue et tumultueuse histoire<sup>1</sup>. La première refondation a eu lieu dans les années 1920, lorsqu'en réaction à la révolution bolchevique de 1917, dont ils sont les premiers à percevoir la dynamique totalitaire, les partis sociaux-démocrates intègrent à leur programme l'apport du libéralisme politique et s'assument comme des grands partis démocratiques de réforme sociale. La deuxième refondation survient dans les années 1950-1960, lorsque ces partis rompent avec le dogme marxiste de la collectivisation des moyens de production et d'échange, et deviennent les champions d'une économie mixte, régulée par l'intervention de la puissance publique et des partenaires sociaux ; une économie combinant un secteur privé marchand dominant, des services publics diversifiés et de qualité, un État protecteur, redistributeur, régulateur, développeur, garantissant les salariés contre tous les risques sociaux. Nous sommes devant un renouvellement de la même ampleur.

1. Cf. Henri Weber, « Le troisième âge du socialisme », *Le Débat*, n° 142, novembre-décembre 2006.

*Le compromis social  
défensif des années 1990*

Contrairement à ce qu'écrivait Raffaele Simone, les dirigeants socialistes ne sont pas restés aveugles et sourds à ces bouleversements. Dès le début des années 1990, ils se sont lancés dans la recherche de « nouvelles voies », pour sauvegarder l'essentiel des acquis de la gauche – le plein-emploi, l'État-providence, la démocratie sociale... – dans les nouvelles conditions de la globalisation. Il ne leur a pas échappé que la mondialisation s'accélérait et changeait de nature ; que la tertiarisation et la fragmentation du salariat appelaient une nouvelle offre politique et une autre stratégie d'alliance ; que les avancées du processus d'individualisation requéraient, dans les champs de la revendication et de la protection sociales, des réponses elles-mêmes de plus en plus individualisées ; que l'avènement de la « démocratie du public » renforçait le rôle du leader au sein des partis de gouvernement, en même temps qu'il exigeait l'association des citoyens à l'élaboration des décisions qui les concernent.

De ces « nouvelles voies », on a retenu surtout la « troisième voie » blairiste, c'est-à-dire la réponse sociale-libérale à la montée de l'hypercapitalisme et de la « société des individus ». Il est vrai qu'elle fut dominante au sein du Parti des socialistes européens (PSE), dès lors que le SPD de Gerhard Schröder s'y fut rallié, en 1999, au grand dam d'Oskar Lafontaine. Mais d'autres réponses, différentes du social-libéralisme, ont été élaborées et mises en œuvre : la voie néo-sociale-démocrate, proposée par les socialistes scandinaves ; la voie sociale-étatique pratiquée par les socialistes français...

Par-delà leur diversité, toutes ces réponses présentaient des traits communs, imposés par le

nouveau rapport de force et l'évolution de nos sociétés. Les compromis défensifs de crise, appliqués par la social-démocratie européenne au milieu des années 1990, se caractérisent en effet partout par le même *deal* : les partis socialistes acceptent une libéralisation (d'ampleur variable) de l'économie, exigée par les « forces du marché » : déréglementation des marchés des biens, des services, des capitaux, du travail ; privatisation (plus ou moins étendue) des entreprises publiques ; reconfiguration de l'État-providence, fiscalité plus favorable aux entreprises et aux grandes fortunes. En retour, ces partis attendent des chefs d'entreprise et des financiers qu'ils investissent, innover, conquièrent des parts de marché, améliorent la spécialisation sectorielle et géographique des économies européennes dans la nouvelle division internationale du travail, et contribuent ainsi à reconquérir une société de plein-emploi et de bon emploi (qualifié, bien rémunéré, générateur de droits sociaux étendus...). Ils attendent de l'État qu'il assure des services publics de qualité, une politique macro-économique soutenant une croissance durable et le redéploiement de nos systèmes productifs vers les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée.

Défensif sur les plans économique et social, le compromis social-démocrate des années 1990 était offensif sur les plans politique et sociétal. Les socialistes ont été partout les champions de la parité hommes-femmes, de la reconnaissance des droits des homosexuels – y compris leur droit au mariage et à l'adoption ; du droit de mourir dans la dignité ; de l'accès de tous à l'éducation et à la culture ; de la qualité du cadre de vie... Ils ont intégré à leurs programmes l'apport de l'écologie politique et des hérauts du post-matérialisme.

Cette nouvelle offre réformatrice a d'abord ren-

contre l'assentiment des électeurs. Raffaele Simone devrait se souvenir qu'une « vague rose » s'est formée au milieu des années 1990 et qu'elle a déferlé sur toute l'Europe à partir de 1996, emportant onze gouvernements de l'Union sur quinze. Il y a seulement huit ans, en avril 2002, les principaux pays européens étaient gouvernés par les socialistes. Cette déferlante est inexplicable à partir des thèses de Simone : les élites de gauche se caractériseraient, selon lui depuis deux générations, par leur « décourageante médiocrité ». Les médiocres Blair, Schröder, Persson, Jospin... sont parvenus brillamment à conquérir – et pour les trois premiers à reconquérir – le pouvoir. Sans doute avaient-ils affaire à encore plus médiocres qu'eux... Depuis plus de vingt ans « *l'Occident tout entier vire à droite* », affirme encore Simone. C'est sans doute pourquoi les Américains ont élu Barack Obama en 2009<sup>2</sup>; les Japonais ont congédié pour la première fois le PLD conservateur qui monopolisait le pouvoir depuis un demi-siècle. Pour ne rien dire des Latino-américains qui ont porté au pouvoir des partis de gauche dans sept pays du sous-continent dans les années 1990. S'agissant des résultats électoraux, une théorie digne de ce nom doit couvrir tout le cycle électoral, et pas seulement sa dernière séquence. Elle doit rendre compte de la vague rose européenne de 1996-2002 aussi bien que de la vague bleue qui a suivi; de la victoire d'Obama autant que de celles de Berlusconi, Sarkozy, Merkel.

### *La gauche, « contre nature » ?*

Les idéaux de gauche semblent partout affaiblis et en déclin, ajoute encore Raffaele Simone, sur le mode du « c'est ainsi ». Une montagne d'enquêtes d'opinion nous montre précisément le contraire. Sur le terrain économique, social,

environnemental, les idéaux de gauche sont plébiscités<sup>3</sup>, tout comme les institutions que la gauche a édifiées pour les réaliser : la sécurité sociale, la retraite par répartition, l'accès égal et gratuit aux soins, l'École laïque, gratuite et obligatoire, l'indemnisation du chômage, les services publics diversifiés et de qualité; l'État-providence, garant de l'ordre public social et de la juste répartition des fruits de la croissance...

Certes, les Occidentaux plébiscitent aussi le respect de la loi et de l'ordre. Comment en serait-il autrement après deux décennies de montée de la délinquance et des incivilités? Mais l'ordre désiré n'est nullement l'ordre autoritaire, ploutocratique, réactionnaire, préconisé par une certaine droite. Pas davantage celui du « monstre doux », dominant par la séduction plus que par la coercition, dont parle Raffaele Simone, après Herbert Marcuse, Daniel Bell, Gilles Lipovetsky<sup>4</sup>. Il s'agit d'un ordre démocratique et républicain<sup>5</sup>. Les leaders de droite sont tellement conscients de cette prééminence des valeurs et des grands objectifs de la gauche qu'au niveau rhétorique, au moins, ils puisent à pleines mains dans la boîte à outils de la social-démocratie et dans celle des Verts.

Les considérations « anthropologiques » de Raffaele Simone donnent la clé de sa perception

2. Avec 52,9 % des voix et une participation électorale exceptionnelle de 63 % des inscrits.

3. Cf. enquête IFOP, réalisée pour le CEVIPOF (hiver 2006-2007); enquête TNS-SOFRES pour *Le Nouvel Observateur* (mars 2007); enquête TNS-SOFRES pour *Les Échos*, « Les Français jugent le Pacte social », 26 novembre 2009; etc.

4. Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, Minuit, 1964; Daniel Bell, *Les Contradictions culturelles du capitalisme*, PUF, 1979; Gilles Lipovetsky, « *L'Ère du vide* ». *Essais sur l'individualisme contemporain*, Gallimard, 1983.

5. Selon l'enquête IFOP-CEVIPOF déjà citée, 66 % des Français sont favorables au vote des immigrés aux élections municipales; 81 % sont hostiles à la « préférence nationale » pour l'accès à l'emploi et à la sécurité sociale; 78 % considèrent que « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité »; 61 % se disent contre la peine de mort.

sélective de la réalité. Les idéaux de gauche, nous explique-t-il, sont « de nature *restrictive, pénitentielle et misérabiliste* ». Les « mécanismes moraux qui [les] activent sont le *sacrifice*, le *renoncement* et le *transfert* (d'une partie) de sa *propriété à autrui* ». Ils seraient contraires à la nature humaine, qui, comme on sait, est égoïste, possessive, agressive...

L'attitude de la droite, en revanche, serait, elle, pleinement conforme à cette nature. Elle consiste à revendiquer avec intransigeance le plein respect du droit de propriété privée et tous ses corollaires<sup>6</sup>. Je doute que les démocrates-chrétiens ou les tenants de la droite républicaine se reconnaissent dans cette définition. Je ne me reconnais pour ma part en rien dans la conception de la gauche proposée par Raffaele Simone.

La gauche, pour moi, se définit par un système de valeurs. Je mets au premier plan celles de la démocratie et de la république : liberté, égalité, solidarité, laïcité, justice sociale, droits de l'homme, souveraineté populaire, internationalisme – incarnées dans les grands objectifs que la gauche poursuit et approche depuis deux siècles sans jamais complètement les atteindre, soit *la démocratie accomplie*, ce que les pères fondateurs appelaient la république sociale : « Le socialisme, disait Carlo Rosselli, c'est quand la liberté arrive dans la vie des pauvres<sup>7</sup>. » J'y ajoute *la maîtrise de la société sur son avenir collectif* et l'avènement d'une *civilisation humaniste*, où chaque individu pourrait accomplir les potentialités dont il est porteur, et en particulier les plus hautes : exercer sa liberté, accéder aux œuvres et aux pratiques culturelles, donner libre cours à sa créativité... Je ne vois pas en quoi, comme l'affirme Raffaele Simone, ces « idéaux » ne « sont plus à la hauteur de l'époque » et encore moins en quoi ils sont restrictifs, pénitentiels et misérabilistes.

Les considérations « anthropologiques » de Raffaele Simone ne sont qu'un avatar de la vieille conception pessimiste de l'homme, qui soutend les idéologies de droite : « L'homme est un loup pour l'homme » (Hobbes), il est égoïste, pervers, méchant, d'où la nécessité d'un État tutélaire – monstre froid ou monstre doux – pour contenir sa destructivité dans des limites compatibles avec la survie de la société. À quoi s'opposent les conceptions angéliques – « rousseauistes » – qui inspirent une certaine gauche, selon lesquelles l'homme serait, au contraire, naturellement bon, altruiste, empathique... C'est la société qui le rendrait mauvais. On croyait être débarrassés de ces oppositions simplistes. L'une et l'autre de ces visions sont également unilatérales, donc fausses. L'ethnologie et l'anthropologie ont fait litière de la première, l'histoire et la psychanalyse de la seconde. « Mi-ange, mi-bête » (Pascal), l'homme est d'autant meilleur qu'il bénéficie de conditions d'existence matérielles et affectives qui le comblent, d'autant plus agressif, destructeur, narcissique qu'il est soumis à davantage de frustrations et de souffrances. La gauche sait aujourd'hui qu'elle n'accouchera pas du meilleur des mondes – d'une humanité sans conflits ni tragédies –, elle entend néanmoins promouvoir un monde meilleur, où les conditions d'existence et la richesse des liens sociaux assurés à chacun réduiront les frustrations et les comportements antisociaux et favoriseront la coopération, la solidarité, la fraternité.

6. « [...] le facteur caractéristique de la droite aujourd'hui [...] consiste dans l'idée que le droit *d'acquérir et de conserver la propriété matérielle* est indiscutable. C'est de là que dérivent une grande partie des corollaires d'une attitude de droite » (Raffaele Simone, « Pourquoi l'Occident ne va pas à gauche », *Le Débat*, n° 156, septembre-octobre 2009, pp. 16-17).

7. Carlo Rosselli, *Socialisme libéral*, Ed. Le Bord de l'Eau, 1930 ; cité par Monique Canto-Sperber, in « Le Social-libéralisme, une anthologie France-États-Unis », *Esprit*, janvier 2003.

*Pourquoi la vague rose de 1996-2002 ?*

Le compromis social de crise a permis les succès des partis socialistes dans la seconde moitié des années 1990. Les lois de libéralisation économique avaient leurs contreparties sur le plan de la croissance, de la création d'emplois, des nouvelles conquêtes démocratiques et sociales. En Grande-Bretagne, les réformes mises en œuvre par Margaret Thatcher ont été conservées par le gouvernement travailliste, mais 600 000 emplois ont été créés dans la fonction publique au cours du second mandat de Tony Blair, la croissance a atteint 2,6 % en moyenne entre 1998 et 2008, le SMIC a été institué en 1999 et équivaut aujourd'hui au SMIC français, le budget de la santé publique a été doublé en dix ans, celui de l'éducation a été augmenté de 40 %. La paix avec l'IRA a été conclue en 1998 en Irlande et une large autonomie a été accordée à l'Écosse et au pays de Galles. Voilà pourquoi, malgré le calamiteux et impopulaire engagement britannique en Irak, les travaillistes ont été réélus en 2001 et encore une fois en 2005.

En Suède, les services publics – poste, santé et même, en partie, l'École – ont été privatisés (mais flanqués, il est vrai, d'un solide cahier des charges) ; l'impôt sur les sociétés a été réduit à 25 % ; un système de retraite par points a été instauré qui autorise le départ à partir de soixante et un ans et sans limite d'âge. Mais le plein-emploi a été reconquis, le système d'éducation initiale et permanente est l'un des plus performants du monde. Élu et réélu trois fois, Göran Persson a échoué la quatrième fois, en juin 2006, malgré des résultats économiques flatteurs. Les sociaux-démocrates sont aujourd'hui donnés vainqueurs aux prochaines élections législatives par tous les instituts de sondage.

En Allemagne, le coût du travail qui était le

plus élevé des pays de l'OCDE a été sensiblement réduit : il est légèrement inférieur désormais à celui de la France. Le pouvoir d'achat des salariés a stagné et, pour les couches les moins qualifiées, victimes du travail à temps partiel contraint, il a même régressé ; la durée de l'indemnisation du chômage est passée de trente-deux à douze mois (loi Hartz) ; une grande partie de la production a été délocalisée dans les ex-pays de l'Est : le « *made in Germany* » est souvent en réalité « *assembled in Germany* ». Mais, avec un excédent commercial de 200 milliards d'euros par an, l'Allemagne est devenue la première puissance exportatrice du monde. À partir de 2006 et jusqu'à la crise dite des *subprimes* de 2008, le chômage a reculé de 10 % à 7 %. Élu chancelier en 1998, réélu en 2002, Gerhard Schröder a fait jeu à peu près égal avec Angela Merkel en 2005 (34,2 % pour le SPD, 35,2 % pour la CDU/CSU). Le SPD, pour son malheur, a refusé l'alliance majoritaire avec Die Linke et les Verts et a choisi la « grande coalition » avec la CDU.

En France, les gouvernements de Lionel Jospin ont libéralisé et déréglementé eux aussi, souvent en traînant les pieds et au titre des transpositions de directives européennes. Mais la croissance a été portée à 3 % en moyenne pendant la mandature, deux millions d'emplois supplémentaires ont été créés, de nouvelles conquêtes sociales – les 35 heures, les emplois jeunes, la CMU, l'APA, le SRU<sup>8</sup>... – ont été ajoutées au tableau de chasse de la gauche. Si Jospin a perdu les élections présidentielles de 2002, ce n'est sûrement pas d'abord en raison de son bilan économique, même si une partie des ouvriers et

8. Couverture maladie universelle, Allocation pour personnes âgées dépendantes, Solidarité et renouvellement urbains.

des employés ont pu considérer qu'il en faisait trop pour les exclus et pas assez pour eux-mêmes.

*L'échec du compromis social défensif  
des années 1990*

Mais, dès le début des années 2000, le passif tend à l'emporter sur l'actif. Le compromis social défensif ne peut empêcher l'augmentation du nombre des travailleurs pauvres et/ou des chômeurs, la montée de la précarité, le recul de la protection sociale, la stagnation – voire la régression – du pouvoir d'achat des salariés peu ou moyennement qualifiés, l'affaiblissement et la dégradation des services publics. Avant même que la crise de 2008 ne lui ait porté un coup de grâce, le compromis social-démocrate des années 1990 se trouvait en échec. La raison principale de ce fiasco tient, à mon sens, au caractère étroitement national des politiques appliquées. Les socialistes savent que les grands problèmes auxquels ils sont confrontés : chômage, désindustrialisation, crise de l'État-providence, maîtrise des flux migratoires, lutte contre le réchauffement climatique, etc., ne peuvent être résolus durablement qu'à l'échelle internationale ou au moins européenne. S'ils se sont engagés résolument dans la construction de l'Europe, c'est parce qu'ils sont convaincus qu'elle constitue l'espace pertinent d'une politique ambitieuse de réformes. Mais, confrontés à la difficulté de la tâche, ils se sont repliés, dans les faits, sur des stratégies nationales, souvent non coopératives. Il est difficile de leur en faire grief : régie par le principe de la décision à l'unanimité sur tous les sujets qui fâchent, traversée par des intérêts nationaux divergents et des projets politiques contradictoires, l'Union européenne, à son stade actuel de développement, est une machine à

empêcher d'agir plutôt qu'à favoriser les stratégies communes. La politique ayant horreur du vide, les gouvernements ont mis en œuvre, chacun selon ses ressources, des stratégies nationales face à la mondialisation.

Les socialistes allemands ont conclu un « compromis historique » avec le patronat et la CDU pour sauver la puissance industrielle et exportatrice du « site Allemagne ». La consommation intérieure allemande a stagné pendant que les exportations explosaient. Les entreprises allemandes ont gagné des parts de marché, notamment dans les autres pays de l'Union européenne, lesquels n'ont pas pu rétablir l'équilibre sur le marché intérieur stagnant de l'Allemagne.

Les travaillistes britanniques ont confirmé le choix de leurs prédécesseurs conservateurs de spécialiser l'économie du Royaume-Uni dans l'industrie financière et les services. Ils ont conservé une fiscalité favorable au capital et aux grandes fortunes, et se sont constamment opposés à toute harmonisation fiscale par le haut dans l'Union européenne. Ils avaient exigé et obtenu en 1993 une « clause d'exception » (*opt-out*) à la première directive sur l'aménagement du temps de travail qui autorisait les chefs d'entreprise britanniques à prolonger la durée du travail, jusqu'à 65 heures et plus « si le salarié y consent », alors que cette durée était limitée à 48 heures maximum par la directive. Au nom de la nécessaire « flexibilité » du travail, ils militent activement pour que cette clause d'exception soit étendue à tous les pays de l'Union qui le souhaitent, à commencer par les nouveaux États membres de l'Europe de l'Est.

On pourrait allonger cette liste et les socialistes français n'en seraient pas exclus, qui ont laissé filer les déficits, dans la période des vaches grasses (1997-2001), et ont financé à crédit de nouvelles avancées sociales.

Henri Weber  
Vers une troisième  
refondation

Ces politiques du « chacun pour soi », on l'a vu, ont été provisoirement bénéfiques à tel ou tel État membre, mais se sont révélées à la longue préjudiciables pour l'ensemble européen. L'Union européenne a été une zone de croissance molle et de chômage élevé au cours des quinze dernières années. La stratégie de Lisbonne, adoptée en 2000, qui se voulait une réponse commune aux défis du nouveau capitalisme, n'a pas été appliquée. L'Union ne consacre aujourd'hui que 1,8 % de son PIB à la recherche, au lieu des 3 % qui étaient programmés, et l'écart avec les États-Unis et le Japon, dans les technologies de l'avenir, se creuse<sup>9</sup>. La crise de la social-démocratie provient, en dernière analyse, de son incapacité à mettre en œuvre une réponse européenne aux défis de la mondialisation.

La contradiction fondamentale de la gauche est aussi facile à énoncer que difficile à surmonter. Elle a été formulée clairement par Sigmar Gabriel, le nouveau chef du parti social-démocrate allemand, dans son intervention au congrès du PSE à Prague, le 7 décembre dernier. « Les solutions à tous les grands problèmes auxquels nous sommes confrontés sont internationales, a-t-il déclaré, les réponses que nous mettons en œuvre restent, pour l'essentiel, nationales. » Là réside le talon d'Achille de la gauche européenne, et non dans l'obsolescence de ses idéaux, plus actuels que jamais, ni dans la « décourageante médiocrité intellectuelle » de ses leaders (qui n'est qu'une idéalisation de leurs prédécesseurs) ou dans le caractère prétendument « *contre nature* » de son projet.

*Pour un néo-keynésianisme  
continental et écologique*

Les partis sociaux-démocrates sauront-ils tirer les enseignements de l'échec des compromis

défensifs nationaux mis en œuvre à la fin du siècle dernier? Sauront-ils recourir à des « stratégies coopératives » en Europe, c'est-à-dire des politiques communes visant au développement de l'ensemble de l'Union, et non plus de telle ou telle économie nationale particulière au détriment des autres? Sauront-ils réussir leur « troisième refondation »?

Jean-Luc Mélenchon affirme qu'ils en sont par essence incapables. Ces partis, écrit-il<sup>10</sup>, ont rompu depuis longtemps (1914!) avec l'internationalisme de leur origine, et sont devenus des partis nationaux, défendant d'abord et avant tout des intérêts nationaux, fussent-ils ceux des salariés de leur pays respectif... Cette thèse a pour elle l'ancienneté : déjà Lénine dénonçait le « social-chauvinisme » des partis socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale, qui leur avait fait prendre fait et cause chacun pour leur propre nation dans la Première Guerre mondiale. Force est de constater, toutefois, que le patriotisme des socialistes ne les a pas empêchés d'être les artisans, enthousiastes et inspirés, de la construction européenne depuis son origine. Il n'y a là aucun mystère : l'intérêt bien compris des salariés européens (ainsi que ceux des États-nations qui constituent l'Union européenne) est que l'Europe s'affirme comme un pôle autonome dans le monde multipolaire dans lequel nous sommes entrés : une puissance capable de défendre et de promouvoir son modèle de croissance, ses standards sociaux, ses choix de civilisation.

La direction du PSE, le groupe des députés socialistes au parlement de Strasbourg en sont

9. Rien n'illustre mieux l'impasse de ces politiques nationales non coopératives que l'exemple de l'industrie automobile. Alors que des surcapacités importantes existaient bien avant la crise de 2007, chaque État membre soutient surtout ses constructeurs nationaux.

10. Jean-Luc Mélenchon, *En quête de gauche*, Balland, 2007.

conscients. Ils s'efforcent d'élaborer une offre politique d'emblée à l'échelle européenne : un programme social européen, inspiré par Jacques Delors et Poul Rasmussen, a été adopté à Porto (Portugal) en 2005 ; un programme commun pour l'élection européenne de juin 2009, le *Manifesto*, a été voté en décembre 2008 à Madrid, qui esquisse en 64 propositions un keynésianisme du XXI<sup>e</sup> siècle, à la fois continental et écologique. Continental, car les politiques de soutien à l'investissement et à la demande ne fonctionnent plus à l'échelle nationale. Les socialistes français en savent quelque chose, qui ont relancé, seuls, l'économie hexagonale en 1981, au grand profit des pays exportateurs du Vieux et du Nouveau Continent. Écologique, car l'inflexion vers les technologies propres est l'un des moteurs de la nouvelle « croissance durable ».

Pour doper l'investissement, les socialistes proposent de mettre enfin massivement en pratique, à l'échelle nationale et continentale, les projets de grands travaux et d'infrastructures qui dorment dans les dossiers (certains depuis 1994!) faute de volonté politique : fret ferroviaire, TGV transeuropéens, transports fluviaux et maritimes, Internet à large bande et haut débit... financés par emprunts levés par la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'émission d'« obligations vertes » à taux zéro. D'investir dans les énergies « décarbonnées » (éolienne, photovoltaïque, géothermique, marémotrice...) et les économies d'énergie (isolation thermique des bâtiments, voitures hybrides et électriques...). D'augmenter substantiellement aussi les investissements dans la « matière grise » – recherche, innovation, université, formation professionnelle pour adultes – afin de valoriser et de défendre les travailleurs européens.

Pour soutenir la demande, les socialistes proposent un Pacte européen du progrès social,

garantissant des retraites, des allocations chômage, un SMIC dans chaque pays de l'Union, permettant de « vivre dans la dignité » ; un cadre juridique protégeant les services publics ; l'augmentation du Fonds européen d'adaptation à la mondialisation ; l'amélioration de la législation européenne défendant les salariés (conventions collectives transnationales, détachement des travailleurs, durée du travail, statut des jeunes stagiaires...). Selon les experts du PSE, cette stratégie de « croissance durable » devrait permettre la création de dix millions d'emplois à l'horizon 2020, dont deux millions dans le seul secteur des énergies renouvelables<sup>11</sup>.

Plus fondamentalement, les socialistes proposent une réforme en profondeur de l'économie mondiale afin de mettre les « marchés financiers au service de l'économie et l'économie au service du progrès humain ». Ils s'engagent à poursuivre et à amplifier la lutte contre les paradis fiscaux, à instituer un impôt mondial sur les transactions financières, à promouvoir la coopération – et non le choc – des civilisations et, pour cela, à réformer et démocratiser les institutions internationales, en coopération avec la nouvelle administration démocrate américaine.

Ce programme comporte un important volet démocratique, en vue de lutter contre les dérives autoritaires et oligarchiques de nombreux États européens – dont la France de Nicolas Sarkozy – et de promouvoir les valeurs d'égalité, de liberté, de tolérance. Car nul n'est assez amnésique, à gauche, pour oublier que lorsque la situation économique se dégrade durablement et que les

11. Cf. « *Le Manifesto : citoyens d'abord, un nouveau sens pour l'Europe* », <http://www.pes.org/fr/blogs/blog-du-pse/citoyens-dabord-pour-un-agenda-progressiste-europeen>. Voir aussi sur le site du PSE (<http://www.pes.org/fr>), « *Citoyens d'abord : pour un agenda progressiste européen* ». Ce texte, voté le 7 décembre à Prague, par les délégués de 33 partis socialistes européens, définit les priorités du PSE.

Henri Weber  
Vers une troisième  
refondation

relations sociales se tendent, le « monstre doux » étatique qu'évoque Raffaele Simone a tôt fait de se muer en « monstre froid »<sup>12</sup>.

On est encore loin du compte. Mais le nouveau contexte idéologique et politique, né de la crise de 2008, est propice à l'avènement de cette nouvelle offre politique. L'idée que « l'intervention de l'État n'est pas la solution, mais le problème » (Ronald Reagan) est derrière nous. L'aspiration à un retour en force de la puissance publique à tous les niveaux : local, régional, national, européen, mondial, a gagné beaucoup de terrain et aura ses traductions politiques. Face à la mondialisation, il n'y a pas d'autre issue que de porter les acteurs politiques, associatifs, syndicaux au même degré de puissance et d'organisation internationale que celui des détenteurs du pouvoir économique privé. Les ONG l'ont bien compris, qui s'efforcent de donner vie à une société civile internationale. Les syndicats également, qui ont fondé en 2006 la Confédération syndicale internationale (CSI), et mènent une campagne mondiale pour inclure des normes sociales minimales dans les traités commerciaux (campagne pour le « travail décent »). La gauche réformatrice doit réaliser, au niveau international, ce que ses aînées ont réussi au XX<sup>e</sup> siècle au niveau des États-nations : instituer un rapport de force avec le capital qui permette de nouer des compromis avantageux pour les salariés ; promouvoir une régulation des marchés qui limite leur « exubérance irrationnelle » (Alan Greenspan<sup>13</sup>) et évite de nouvelles crises systémiques. Imposer un nouveau modèle de croissance, compatible avec la défense de l'écosystème ; s'assurer que les fruits de cette croissance durable soient équitablement partagés.

La gauche réformatrice a appris, au siècle dernier, à maîtriser et à humaniser un capitalisme national et industriel. Elle doit se donner les

moyens théoriques, programmatiques, institutionnels, de maîtriser un capitalisme mondialisé et dominé par la finance. « C'est très difficile, voire impossible », nous disent ceux qui ont oublié combien l'institution de la démocratie représentative, l'édification de l'État-providence et des politiques publiques contra-cycliques ont été laborieuses ; combien elles ont nécessité de luttes, de sacrifices et de temps. Je ne nie pas qu'il est plus difficile d'instituer une gouvernance mondiale, capable d'édicter des règles contraignantes et de redistribuer des ressources, que d'édifier des États-providence nationaux. C'est difficile – et voilà pourquoi la social-démocratie est en crise –, mais ce n'est pas impossible – voilà pourquoi cette crise n'est pas une crise d'agonie, mais de refondation.

Des forces considérables – les associations progressistes, les syndicats, les partis et gouvernements de gauche – agissent pour améliorer la gouvernance mondiale et substituer une mondialisation maîtrisée et solidaire à la mondialisation libérale. Ce combat passe par l'avènement du « juste échange », en lieu et place du libre-échange : les normes non marchandes – sanitaires, environnementales, sociales, culturelles – doivent compter autant que les impératifs de la libre concurrence dans les traités commerciaux internationaux et un « Organisme de règlement des différends », sous l'égide de l'ONU, et non plus de l'OMC, doit pouvoir rendre les arbitrages, en cas de conflits des normes<sup>14</sup>. Il passe par le renforcement et la démocratisation des grandes

12. « 800 000 personnes ont été mises en « garde à vue », en 2009, souvent dans des conditions indignes et humiliantes. »

13. Alan Greenspan, « The Challenge of Central Banking in a Democratic Society », le 5 décembre 1996.

14. Cf. Zaki Laïdi, *La Norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Presses de Sciences Po, 2005 ; rééd., 2008.

institutions internationales, l'ONU et ses agences spécialisées (OIT, OMS, FAO, UNESCO, CNUCED...), mais aussi la banque mondiale (le FMI, l'OMC...). Au sein de ces institutions, le poids des pays émergents doit être renforcé, comme il vient de l'être, à la faveur de la crise, dans le cadre du directoire informel qu'était le G 7 et qui est devenu le G 20. Ce combat passe aussi par de nouvelles avancées de l'intégration des États-nations au niveau continental, en Afrique, en Amérique latine, en Asie, sur le modèle de l'Union européenne, afin de constituer des relais régionaux efficaces pour la régulation et la coopération. Il passe enfin par une relance et une réorientation de l'Union européenne, dans le sens d'une Europe plus volontaire, plus ambitieuse, plus sociale. L'Union européenne doit devenir la première démocratie économique, écologique et sociale du monde, creuset d'une nouvelle civilisation et levier d'une mondialisation. Puissance normative, elle doit prendre la tête, comme elle l'a fait dans la lutte contre le réchauffement climatique (mais avec plus de cohérence...), du mouvement de re-régulation et de réorganisation qu'appelle la faillite du néo-libéralisme.

L'Union européenne trouvera son second souffle en impulsant des politiques communes – énergétique, industrielle, commerciale, agricole, de la recherche..., à vingt-sept si possible, à moins si nécessaire. En se dotant aussi d'un véritable pouvoir économique, chargé de mieux coordonner les politiques des États membres, de déjouer la spéculation, de dialoguer avec la Banque centrale européenne, de lutter contre le *dumping* monétaire, environnemental, social : des taxes spécifiques doivent frapper aux fron-

tières de l'Union les produits des firmes qui portent gravement atteinte à l'écosystème ou qui bafouent les droits élémentaires des salariés. En négociant, enfin, un traité social européen, comportant l'institution d'un SMIC européen indexé sur les salaires et égal au moins à 60 % du salaire médian en vigueur dans chaque État membre ; une clause de sauvegarde sociale, une directive cadre protégeant les services publics...



Au cours de ses bientôt cent cinquante ans d'existence, la social-démocratie européenne a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation aux nouvelles conditions historiques de son action, dans la fidélité à ses valeurs fondatrices et à ses grands objectifs. Là est le secret de sa longévité. Comme famille politique, elle résulte de la rencontre de deux mouvements historiques qui n'ont rien perdu de leur « force propulsive » (Berlinguer) : l'essor de l'idéal démocratique et le développement du salariat. Ces deux mouvements connaissent aujourd'hui une expansion mondiale qui a donné naissance à une social-démocratie du Sud, incarnée, par exemple, par le parti des travailleurs brésilien de « Lula ». La réponse à la nouvelle crise du capitalisme n'est pas « écologiste », et encore moins « communiste révolutionnaire », elle est sociale-démocrate. Je crois que la nouvelle génération de responsables socialistes saura mener à bien la « troisième refondation » du socialisme démocratique. « Je le crois et je l'espère », comme disait le regretté Léon Blum, « je le crois parce que je l'espère ».

*Henri Weber.*